

PUYGIRON

Ados difficiles : le défi de l'insertion professionnelle



Franck Baquet et Marie-Pierre Reymond.

Qu'ils soient issus d'un milieu social défavorisé, victimes d'addictions ou qu'ils aient côtoyé la justice, les mineurs et les jeunes adultes pris en charge par la Sauvegarde de l'enfance et de l'adolescence à Puygiron ont un point commun : l'opportunité d'aller vers un avenir meilleur.

« Nous devons participer à l'insertion des jeunes, les accompagner vers le travail, vers l'âge adulte, vers la responsabilisation », plaide le directeur Franck Baquet, une armada de projets sous le bras. L'emploi étant selon lui l'un des meilleurs outils pour réussir l'intégration.

“Apprendre à respecter des horaires, un patron...”

« Nous avons en perspective le développement des

chantiers éducatifs, c'est-à-dire des actions visant à débarrasser des caves, nettoyer des tags, en proposant aux mineurs dès 14 ans des contrats de travail rémunérés », précise-t-il. Un bon moyen de leur donner le goût de l'effort et de leur apprendre à ceux qui auraient des problèmes de comportement à respecter des horaires, un patron, etc.

Des contacts avec des chefs d'entreprise

M. Baquet, accompagné de la chargée de mission Marie-Pierre Reymond, veut toutefois aller plus loin. Il est entré en contact avec le lycée technique des Catalins et des chefs d'entreprise locaux en vue de créer un événement « au deuxième semestre 2014 » : « L'idée, c'est de faire connaître différents métiers aux jeunes

REPÈRES

DE QUOI PARLE-T-ON ?

La Sauvegarde de l'enfance s'appuie sur trois dispositifs dans le sud-Drôme : XP2I (association d'insertion professionnelle comptant une 30^e de salariés), le “centre éducatif renforcé” (accueil sur la durée d'une 20^e de jeunes du grand quart Sud-est) et “tremplin” (accueil de jour pour des enfants du bassin de vie, déscolarisés ou dans le cadre de la protection de l'enfance, une 10^e par an).

DE QUI PARLE-T-ON ?

Les mineurs et majeurs accueillis peuvent avoir côtoyé le monde judiciaire, avoir été victimes d'addictions, être à la rue...

que l'on accueille tout en faisant tomber les représentations erronées que l'on peut avoir de la personne en difficulté ».

Les partenaires potentiels doivent encore se mettre autour d'une table et définir « ce [qu'elles] peuvent faire ensemble ». Cela pourrait aboutir à des stages en entreprise ou de l'immersion professionnelle. Ou plus encore, qui sait ?

En parallèle, les relations avec les collectivités et notamment l'agglomération de Montélimar devrait permettre d'aboutir à un « diagnostic jeunesse » visant à « identifier les besoins sociaux en partant des problématiques urbaines et rurales du territoire ».

J.A.